

# LE CANDIDAT TROTSKYSTE SE DÉSISTE EN FAVEUR DU P. C. F.

MORCELLEMENT DU P. C. BRITANNIQUE p. 9

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

LEÇONS  
D'UNE ELECTION

p. 4

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 55 - 2<sup>e</sup> Quinz. - JANVIER 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

## SOUTIEN INCONDITIONNEL DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

L'épreuve de force bat son plein. La « pacification » prend de plus en plus figure de guerre totale. Les nuances subtiles des clichés officiels s'estompent. Tout le peuple algérien est de l'autre côté de la barricade et,

sous l'égide de Guy Mollet, l'impérialisme français mène la guerre à tout un peuple.

Les quartiers arabes sont encerclés, entourés de fils de fer barbelés, réduits en ghettos, soumis à des rafles et des fouilles incessantes. Alger est en état de siège aux ordres d'un général parachutiste qui se fait fort de mater la grève générale ordonnée par le FLN à l'occasion du débat sur l'Algérie à l'ONU. Aux commerçants algériens, le général Massu qui a fait ses classes en Indochine avant de sauter à Port-Saïd, promet de défoncer leurs devantures et de livrer leurs étalages au pillage.

Toutes ces mesures extrêmes, toutes ces menaces n'ont pas réussi à intimider la résistance qui redouble d'audace au point d'envoyer une bombe droit dans le cabinet du général commandant en chef. Le conflit va atteindre son point culminant dans les prochains jours et semaines. La lutte sera d'une rare violence, combinant toutes les formes et embrassant les grandes masses. Elle débordera de l'Algérie sur la métropole où vit et lutte une vaste émigration algérienne.

A travers la lutte implacable qui se déroule, accompagnant les larges tractations diplomatiques à l'ONU, aucune solution n'apparaît encore dans l'immédiat en dépit de l'effort héroïque de la résistance algérienne. Le gouvernement présidé par le secrétaire général du parti socialiste dépense une grande somme d'énergie et un nombre appréciable de millions pour sortir l'impérialisme français de son isolement. Une délégation française pléthorique a été rassemblée aux Etats-Unis au sein de laquelle Jacques Soustelle occupe une place de choix. Comme quoi Guy Mollet sait faire appel aux compétences.

La résistance algérienne a montré sa puissance, sa force invincible qui s'appuie sur tout un peuple. Elle espère aujourd'hui recevoir une aide sans doute limitée à l'ONU où se trouvent rassemblé un grand nombre de pays ayant accédé récemment à l'indépendance. Il n'échappe vraisemblablement pas à nombre de militants et dirigeants algériens combien cet espoir est précaire. Mais ont-ils le choix? Doivent-ils négliger tout appui, quel qu'il soit, qu'ils sont susceptibles de trouver? Pourquoi se priveraient-ils d'exploiter les contradictions inter-impérialistes?

Ces possibilités ont évidemment des limites que l'on verra apparaître rapidement à l'ONU. La nature révolutionnaire des événements d'Algérie que certains « socialistes » ou « révolutionnaires » n'arrivent pas à distinguer, n'échappe pas aux impérialistes. Malgré tout l'intérêt qu'il manifeste aux pays arabes stratégiquement si importants, l'impérialisme américain s'efforcera de limiter l'affaiblissement des positions françaises. Et il paraît téméraire, pour cette raison, d'attendre du débat de l'ONU un règlement rapide de la question algérienne.

La résistance algérienne aurait peut-être fondé moins d'espoirs en l'ONU si elle avait rencontré par ailleurs un allié plus sûr, assez puissant pour lui assurer une aide efficace et décidé à ne pas marchander ses efforts. Cet allié elle était en droit de le voir dans le prolétariat français. Le prolétariat de la métropole a la force et possède les moyens de venir en aide efficacement au peuple algérien. Avec son concours la guerre d'Algérie

### CHOU-EN-LAI A L'AIDE DU KREMLIN

Les élections polonaises ont été un succès pour Gomulka. Bien qu'il y ait eu un pourcentage de votants extrêmement élevé (supérieur à 90 %), et que tous les élus soient ceux qui avaient été mis en tête de liste, ce n'étaient pas des élections semblables aux plébiscites mensongers qui jusqu'alors ont sévi en URSS et dans les « démocraties populaires ». A bien des égards règne en Pologne une démocratie très simple. Les gens s'y expriment très librement. La presse bien que censurée n'y est pas muselée, surtout pas sur les actes gouvernementaux. La police secrète y a été supprimée de facto. Les journalistes bourgeois eux-mêmes ne nient pas que, dans le cadre de la loi électorale, les gens pouvaient sans danger, rayer des noms et ainsi modifier la composition du nouveau Parlement.

Dans ces conditions, le vote massivement unanime d'un pays qui, en octobre, a commencé un processus révolutionnaire, qui a recouvert la possibilité de s'exprimer ne traduit pas une unanimité du pays, car celle-ci n'existe pas; il est le résultat d'un équilibre fort instable entre des forces contradictoires. D'une part, la classe ouvrière entend pousser la révolution

plus loin, cette révolution qui, aujourd'hui la met à l'avant-garde du prolétariat mondial. D'autre part, les forces réactionnaires espèrent profiter du trouble politique pour tirer la Pologne en arrière, vers un passé désormais révolu. Il y a, enfin, la bureaucratie soviétique et ceux qui dans le pays la soutiennent (ex-membres de la police secrète, bureaucrates mis au pas ou chassés...) qui voudraient contenir la révolution et même reprendre le pouvoir.

Aucune de ces forces n'a pu ou n'a cru possible de s'exprimer plus clairement dans ces élections; cela était même difficile; les uns — forces réactionnaires et partisans de la bureaucratie soviétique — parce qu'ils n'osaient pas dire ouvertement ce qu'ils voulaient. Les autres, les ouvriers d'avant-garde, pour diverses raisons: manque d'une tendance politique organisée sur un programme plus précis, crainte de susciter une intervention des Russes... Le vote témoigne donc d'un équilibre fort instable; la situation économique surtout ne permettra pas son maintien.

Dans la même période se sont produits en Hongrie des événements

Pierre FRANK.  
(Suite page 12.)

Robert LEBLOND.

(Suite page 12.)

# La crise syndicale en Tunisie

Depuis quelques mois la Tunisie, qui a toujours montré au monde le spectacle d'une unité nationale apparemment parfaite, est en proie à des dissensions aiguës qui préfigurent une lutte de classe violente. Ce phénomène est très riche d'enseignement pour les autres pays nord-africains.

Il y a à peu près un an, Bourguiba déclarait splendidement dans un meeting de plusieurs milliers de personnes : « Il n'y a pas de lutte de classe en Tunisie ». Cette bourgeoisie nationale qui en était à sa première expérience du pouvoir, pensait qu'en évitant d'attaquer en quoi que ce soit le mouvement syndical, celui-ci se laisserait prendre au mirage d'une société sans contradictions. Ce fut l'inverse qui se produisit et l'UGTT profita le plus possible de cette situation exceptionnelle en posant d'emblée des revendications très poussées et en s'infiltrant dans les organismes du pouvoir. C'était l'expression d'un réformisme conséquent, qui cherchait par tous les moyens à faire établir des réformes réelles dans le cadre du système. Mais bientôt, devant le succès de l'opération et les premières protestations de certains milieux bourgeois et féodaux, ce fut le système lui-même qui fut remis en question. Le rapport économique du Congrès de l'UGTT de septembre 1956 dit textuellement : « Mais si le protectorat a permis et renforcé ce régime économique capitaliste, la disparition du protectorat n'a pas entraîné la disparition du système capitaliste. Elle a seulement créé les conditions qui nous permettront de le faire disparaître. Le capitalisme n'est plus « protégé » et il le sait bien ». Tout ce rapport est centré sur une planification de l'économie. La bourgeoisie et son gouvernement ne tarda pas à revenir à la dure réalité. La conférence de la Table ronde groupant capitalistes, propriétaires terriens et syndicalistes se termina par des claquemets de porte. Mais la bourgeoisie fut assez fine pour attaquer le mouvement syndical de l'intérieur.

Cela lui fut rendu possible par le très beau niveau de culture de la classe ouvrière et la constante menace de chômage qui pèse sur elle, ce qui entraîna une bureaucratisation des cadres syndicaux. Dès avant le Congrès, une fraction bourguibiste s'organisa sous la direction de Ben Achour. Devant la radicalisation des positions du Congrès, cette fraction décida de scissionner, prétextant démagogiquement un manque de fermeté dans la défense des intérêts de la classe ouvrière et fonda l'UTT. Mais si une partie des cadres avait été convaincue (ou achetée) au bourguibisme, la classe ouvrière ne l'était pas et l'opération risquait de mal tourner. Ce danger se précisa lorsque Ben Salah alla à Rabat pour faire participer l'UGTT à une fédération nord-africaine des syndicats, qui enthousiasmerait les masses et renforcerait l'UGTT. Il fallut donc mettre fin à cette situation et ce fut la démission de Ben Salah. Bourguiba marque un point. Les bruits courent au sujet d'une réunification syndicale que rien n'empêche maintenant. Le gouvernement vise à présent à une sorte de corporatisme syndical, de type fasciste. Il faut rapprocher cette campagne de l'établissement du service militaire obligatoire. La bourgeoisie poste ses batteries. Mais le mouvement syndical n'est que superficiellement atteint car la bureaucratie syndicale est beaucoup moins intégrée que dans les pays occidentaux. Elle n'a derrière elle aucune tradition et peut être désavoué du jour au lendemain. Ceci se produira sans doute très bientôt sous l'influence des événements d'Algérie et de la centrale syndicale algérienne UGTA. De toute façon la fédération nord-africaine tendra à écarter les cadres de l'influence des gouvernements respectifs.

L'exemple de la Tunisie nous montre que dès à présent la révolution sociale est à l'ordre du jour et si une direction révolutionnaire prolétarienne est une nécessité primordiale, on peut prédire que les syndicats sont appelés à jouer un rôle considérable dans les prochaines étapes.

# LE SAHARA AUX ENCHERES

La question saharienne avait déjà fait l'objet de nombreux articles dans la presse bourgeoise et de discussions à l'Assemblée nationale. Les journaux, à cette occasion, ont publié des chiffres fantastiques. Malgré une certaine exagération, ils révèlent tout de même l'existence de grandes réserves aussi bien en charbon, en fer, en manganèse, cuivre, étain, même en uranium et surtout en pétrole, le grand maître de l'heure. Les lecteurs du « Monde » doivent se demander ce qu'attendent les capitalistes pour partir en conquête. Mais l'existence de richesses minières n'est pas l'unique condition de la prospérité du capitalisme. La structure de l'économie française profondément malthusianiste, notamment en ce qui concerne les colonies, supporterait difficilement l'installation au Sahara d'une industrie lourde ou même d'une industrie pétrolière exigeant de profonds forages et des milliers de kilomètres de pipe-line. La tendance a toujours été au pillage colonial, c'est-à-dire le gaspillage effréné des ressources naturelles.

Sur la question saharienne la bourgeoisie est divisée et principalement sur la question de son statut politique, lequel définira son mode d'exploitation. Tout d'abord, les colonialistes d'Alger, devinant une menace contre leurs privilèges, s'opposent au remembrement du Sahara et à son rattachement direct à Paris, tel qu'en témoignent des votes hostiles de l'Assemblée algérienne. Mais leur avis ne comptera pas, vu la tournure de la guerre d'Algérie. Le plus pressé est d'éloigner le Sahara de l'influence algérienne. Le véritable débat se situe entre partisans de la « nationalisation » et partisans de l'euro-péanisation ou même de l'internationalisation. Ces dernières solutions correspondent à l'impossibilité pour le capital français d'assurer à lui seul la mise en valeur du Sahara. Il ne peut résister à la pression américaine conjuguée aux efforts du capital allemand qui, dès à présent, investit des capitaux et prospecte lui-même.

Mais les pays maghrébains, pour lesquels le Sahara représente la seule possibilité d'avoir un jour leurs propres ressources énergétiques et des matières premières, font valoir leurs droits de fait sur ce pays.

## DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P. C. I.

### Pourquoi les trotskystes se désistent en faveur du P.C.F.

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) se désiste au second tour de l'élection du 1<sup>er</sup> secteur de la Seine en faveur du candidat du PCF, candidat ouvrier le plus favorisé. Ce faisant il s'en tient à la tradition et à la règle de l'unité d'action ouvrière qu'il a toujours strictement observé.

Le désistement en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé n'a jamais signifié la moindre approbation du programme, de la politique ou du candidat pour lequel on se désiste. Le désistement est une manifestation d'unité d'action des travailleurs, un regroupement des forces de classe contre les candidats bourgeois de droite ou de gauche. Les trotskystes ont dénoncé de tout temps le maintien du candidat communiste ou socialiste contre le candidat de l'autre parti ouvrier arrivé en tête au premier tour aussi bien que les désistements en faveur de candidats bourgeois sous prétexte d'union de la gauche, d'union des républicains, etc.

Mireille Osmin, la candidate de Guy Mollet dans le premier secteur, est le porte-parole de la politique réactionnaire du gouvernement. Son maintien au second tour est un nouveau gage accordé à la réaction. Son antistalinisme virulent vise à couvrir les crimes monstrueux dont s'est rendu responsable son parti en Algérie et en Egypte.

Si le désistement en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé ne peut être interprété comme une option politique, le fait de se désister pour Mireille Osmin comme Hervé ou de se retirer purement et simplement comme la Nouvelle Gauche constitue par contre une option politique évidente.

Le choix de Hervé c'est la solidarité avec la social-démocratie, avec Guy Mollet et sa politique en Algérie. Hervé a tenu à souligner lui-même ce point.

L'effacement de la Nouvelle Gauche traduit l'impuissance de cette organisation hybride à dégager une ligne politique cohérente en même temps qu'une réponse négative du front unique ouvrier par l'exclusive jetée contre le PCF. Les phrases radicales, « unitaires » servant à cou-

vrir cette attitude cachent mal le recul effectif devant la pression engendrée par les campagnes anti-communistes de la bourgeoisie.

Les trotskystes représentent l'opposition la plus inflexible au stalinisme, opposition qui ne s'accommode pas, en particulier, de la collaboration avec une aile de la bourgeoisie, comme c'est le cas pour Hervé et la Nouvelle Gauche. L'intervention des chars russes contre les travailleurs hongrois sert de paravent aux décisions prises aussi bien par Hervé que par Bourdet. Malheureusement, les crimes de la bureaucratie soviétique ne datent pas de novembre 1956. Avant Budapest il y a eu la fusillade de la vieille garde bolchevik et la déportation de milliers d'oppositionalistes; il y a eu les crimes du stalinisme en Chine, en Espagne et ailleurs. Précédant ces méfaits, la social-démocratie s'est souillée dans le rang des révolutionnaires, en Allemagne, notamment, et continue à présider au massacre des Algériens en lutte pour la liberté.

Il est certes regrettable que l'écrasante majorité des travailleurs reste rangée derrière les organisations politiques et syndicales dirigées par des staliniens et des sociaux-démocrates. Les révolutionnaires qui prennent prétexte de la complicité de ces directions dans les crimes contre-révolutionnaires pour se refuser au front unique des organisations ouvrières telles qu'elles sont, renoncent en fait à l'organisation de la lutte des grandes masses ouvrières contre l'ennemi de classe. Ils laissent finalement, sous couleur de pureté politique le champ libre aux directions traîtresses et se condamnent à l'isolement. Cette sorte d'erreur a été amplement réfutée par Lénine dans « La maladie infantile du communisme » il y a 35 ans.

Les trotskystes se refusent à renoncer au front unique des travailleurs qui est l'arme maîtresse du prolétariat. Ils appellent les travailleurs du premier secteur de la Seine à faire front contre les candidats de la réaction en votant en masse pour la candidature ouvrière de Monjaumis.

Le Bureau Politique du PCI.

## ATTENTAT ET ATTENTATS...

La police s'est immédiatement déchaînée après l'explosion de la rue Blomet et a procédé à plusieurs arrestations. Certains journaux ont eu vite fait de mettre en cause les trotskystes avant d'invoquer les anarchistes. Six ou huit mois plus tôt, la police avait déjà arrêté des porteurs de tracts signés « La Volonté du Peuple ». Il est très probable qu'il s'agit là d'un petit groupe qui, révolté par la politique des grandes formations ouvrières, s'est engagé dans une voie dont l'histoire a toujours démontré l'inefficacité, mais qui est reprise à certains moments par des individus qui n'ont pas d'espoir dans les masses et leur action.

La police s'est d'autant plus lancée sur cette voie qu'il s'agissait de faire oublier d'autres attentats autrement sérieux, opérés par des bandes fascistes.

Les mêmes équipes qui ont opéré le 6 février à Alger, le 7 novembre rue Le Peletier et à « l'Humanité » ont agi impunément pendant la campagne électorale du 1<sup>er</sup> secteur, notamment à la Mutualité et au Vel' d'Hiv'. Et elles ont pu le faire avec la complicité parmi les dirigeants de la police. Il n'est pas possible de croire qu'une centaine d'hommes a pu organiser une action comme celle du Vel' d'Hiv' avec grenades incendiaires et lacrymogènes, à l'insu de la police; en réalité les Dides ne manquent pas qui sont à la fois dans la police et dans ces groupes de choc. La justice, à notre connaissance, ne s'est même pas inquiétée de ces attentats, de l'origine des grenades, etc....

On ignore ces gens d'autant moins à la police qu'après leurs attentats du 7 novembre, apprenant qu'ils voulaient se livrer un jour à des agressions contre les vendeurs de « l'Humanité-Dimanche », on leur fit savoir qu'ils en avaient fait assez pour la circonstance et qu'on ne leur en tolérerait pas davantage, sur quoi ils se tinrent tranquilles.

Ainsi se trouve égale pour tous la loi, quand la police est « républicaine » et le gouvernement à direction socialiste...

## VIVE LA REPUBLIQUE!

Avec le mariage de la fille du Comte de Paris et la naissance de l'héritier de Monaco, la « grande presse » a trouvé pour ces temps difficiles deux sujets de choix, propres à réjouir le cœur de tous les bons Français.

Oubliés, la hausse continue de la vie, la guerre d'Algérie et les difficultés de ravitaillement en charbon de tous les travailleurs qui n'ont pas eu les moyens d'acheter le leur l'été dernier. Sans parler des numéros spéciaux de « Match » ou « Point de Vue » c'est une débauche dans tous les quotidiens de reportages sur la robe de la mariée, les invitations aux festivités, ou la nurse du futur rejeton de l'ex-actrice américaine devenue princesse d'opérette.

Comme dit une chanson à la mode, « Qu'est-ce qu'on en a à foutre » que la traîne de la mariée mesure 4 m. 50 ou que l'héritier du « trône » de Monaco s'appelle

# Leçons multiples d'une élection

● Cette élection très attendue à un moment crucial exprime un glissement à droite. Les abstentions toujours très nombreuses dans les élections partielles ont joué contre la gauche, notamment contre le PCF. Le pourcentage des abstentions est le plus fort dans les arrondissements très mélangés comme le 5<sup>e</sup> et le plus ouvrier comme le 13<sup>e</sup>; il est le plus faible dans l'arrondissement le plus bourgeois, le 7<sup>e</sup>.

Les partis gouvernementaux ou soutenant nettement la guerre d'Algérie se sont renforcés aux dépens de l'opposition. La Hongrie a occasionné des pertes de voix au PCF et a renforcé la SFIO, bien que les pertes du PCF ne soient pas allées à la SFIO. L'Algérie et Suez ont entraîné la lassitude, le désarroi, l'abstention, le regain de la réaction au lieu d'amener le renforcement d'une opposition qui ne s'est pas battue, qui a été complice par son inaction et ses votes de confiance. Résultat très encourageant pour les partis réactionnaires qui tiendront plus étroitement la bride à Guy Mollet. Dès le lendemain du scrutin la droite a commencé à traiter de haut le gouvernement et à lui fixer ses conditions sans ménagements. Les formations pro-fascistes ont essuyé un échec électoral, mais elles ont servi la réaction par leurs actions extraparlimentaires réalisées au cours de la campagne avec la complicité de la police. Bref, ce que nous disions depuis des mois s'est malheureusement confirmé: la politique d'inaction, de capitulation des partis ouvriers et leur trahison de la révolution algérienne ont troublé et découragé la classe ouvrière, dérouté la petite bourgeoisie et renforcé la réaction. Les événements de Hongrie ont sauvé la SFIO.

● Les gros perdants sont le PCF et Mendès-France. Le Front Républicain s'est avéré être du vent; l'impuissance de Mendès-France a été trop éclatante en même temps que son isolement. Sa politique mitigée et fluctuante, à la fois pro-gouvernementale et anti-gouvernementale, soutenant en même temps une politique de poigne et la négociation en Algérie, lui a fait perdre des voix petites bourgeoises sur sa gauche et des voix bourgeoises sur sa droite. Perdant les 3/4 de ses voix par rapport à il y a un an, c'est lui qui se trouve le plus atteint. Sa tentative de « rénovation » du parti radical tourne court.

● Le PCF subit les effets combinés de son soutien à Guy Mollet et de l'affaire hongroise. « L'Humanité » a beau chercher à minimiser le recul, la chute par rapport à janvier 1956 est trop abrupte (la moitié des suffrages) et même par rapport à la situation plus noire de 1952, les pertes du PCF sont sérieuses puisqu'il passe de 24,8 % à 20,5 % des voix, ce qui signifie la perte de près de 12.000 électeurs relativement fidèles dans le passé. Il s'agit donc d'un revers sérieux pour le PCF et d'une des plus sérieuses secousses qu'il ait subies sur le plan électoral où il avait réussi jusqu'ici à conserver une grande stabilité.

Si les pertes du PCF sont générales, il a néanmoins le mieux résisté dans le secteur le plus prolétarien du 13<sup>e</sup> et subi le plus de pertes dans le 6<sup>e</sup>, c'est-à-dire dans les milieux intellectuels et petits-bourgeois.

● Les pertes du PCF n'ont été recueillies que pour une faible part par les candidatures d'opposition. La Nouvelle Gauche a capté certaines voix petites bourgeoises du PCF, mais a recueilli principalement des voix radicales et chrétiennes progressistes. Ceci ressort assez bien des pourcentages de voix obtenues par la Nouvelle Gauche dans les divers secteurs, qui sont les plus forts dans le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup>, et le plus faible dans le 13<sup>e</sup>, à la différence des candidatures Hervé et Frank qui ont obtenu le plus fort pourcentage dans le 13<sup>e</sup>. La Nouvelle Gauche se trouvait sur son terrain le plus favorable dans ces élections, l'électoratisme et ce secteur en particulier, lui convenant à merveille. Sa campagne ne visait pas à populariser un programme inexistant mais à réaliser une combinaison électoraliste de type Front Populaire. Cette tentative tourne court devant le second tour, une telle combinaison étant actuellement irréalisable.

La proposition d'une candidature de « gauche » au-dessus des partis émise par la N. G. est destinée à masquer l'absence d'une politique de classe, la renonciation au Front unique ouvrier qui comporte le désistement en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé. La N. G. aurait-elle adopté la même attitude si le candidat socialiste, voire le radical, étaient arrivés en tête derrière Tardieu? L'exclusive à l'encontre du PCF exprime dans ce cas précis le recul devant les campagnes anti-communistes de la bourgeoisie. La N. G. en est finalement réduite à s'éloigner sur la pointe des pieds de cette campagne « victorieuse », en se retirant purement et simplement, toute option pouvant la faire éclater. C'est ce que l'on appelle une candidature « positive », « utile ».

● La candidature Hervé a bénéficié d'une large publicité de la grande presse capitaliste qui l'a mise en relief. Cette presse agit rarement au hasard, elle sait généralement à qui et à quoi accorder la publicité. Elle a prouvé son sens de classe en établissant un rideau de silence efficace autour de Marty qui était lui, une figure historique du mouvement ouvrier.

La réputation de Hervé comme anti-stalinien exclu récemment a pesé davantage que le contenu rétrograde de son programme. Sa formule de communisme national est propre à jeter la confusion en faisant croire à une parenté politique avec les communistes yougoslaves, polonais ou hongrois. Les efforts d'affranchissement de ces communistes, qui ne s'intitulent d'ailleurs pas nationaux, de la bureaucratie du Kremlin, n'ont rien de commun avec le « communisme national » de Hervé qui est la prise en considération des intérêts de l'impérialisme français, de l'ennemi de classe.

Le désistement de Hervé en faveur de la SFIO situe bien la voie qu'il a choisie. C'est un choix délibéré en faveur du parti qui préside à la « pacification » en Algérie. C'est le choix d'être un instrument de Guy Mollet que Hervé préfère à Maurice Thorez. Sa voie était tracée dès le

Adhémar ou Cunégonde? Pourtant le mariage de cette « belle Hélène » coûtera dix millions à son papa. Faut croire que les précédentes Républiques ont quand même été généreuses avec les héritiers de ces quarante rois, qui, en mille ans, « refirent » la France un certain nombre de fois et que l'arrière-grand-père avait touché une sérieuse indemnité de licenciement.

## A PROPOS D'UN CRIME...

L'un des autres grands sujets de « l'actualité » de la semaine passée c'est l'arrestation des deux assassins du bois de Saint-Cloud.

Nous n'avons guère l'habitude dans notre journal de nous intéresser aux faits-divers, et c'est pourquoi nous ne féliciterons pas la Police de ce résultat où le hasard a beaucoup mieux fait les choses qu'elle, et nous ne féliciterons certes pas davantage les deux petits gouapes de 19 ans qui ont tué deux jeunes de leur âge pour leur voler finalement 2.000 francs. Mais il nous faut quand même rectifier à ce sujet les poncifs de la « grande presse » (encore) qui se lamente sur les complexes de la jeunesse actuelle, avec l'excuse facile des années de guerre ou d'occupation.

Il n'y a pas chez les jeunes que des gangsters en herbe, il y en a aussi qui travaillent 10 heures par jour en usine. Ces deux-là avaient 2 ans en 1939, et s'ils se sont pourris au contact de quelque chose, c'a été au contact de la décomposition de la bourgeoisie et de la société capitaliste, avec l'absence de toute perspective pour les jeunes, comme pour les travailleurs de toute politique capable de les mobiliser et de les sortir de leur désespérante lutte pour le pain quotidien. Des individus sociaux et inadaptés, il y en a eu et il y en aura toujours, de plus en plus dans une société en décomposition, mais de moins en moins lorsqu'un gouvernement des travailleurs saura indiquer aux jeunes « le chemin de la vie ».

## JUSTICE DISTRIBUTIVE

Le greffier en chef du tribunal de Paris, arrêté d'abord pour escroquerie, inculpation transformée finalement en « fraude fiscale » — pour une vingtaine de millions — a été laissé en liberté provisoire.

Sept étudiants viennent d'être emprisonnés à Toulouse pour leurs contacts avec le F.L.N. algérien.

Les dirigeants du Crédit Mutuel du Bâtiment dont le krach de 184 millions engloutit les économies de milliers de travailleurs prêts à tous les sacrifices pour se procurer les logements décentes que les services officiels s'avèrent incapables de leur procurer, s'en sont tirés avec trois mois de prison.

Après une première condamnation à un an et demi, un objecteur de conscience vient de se voir infliger deux nouvelles années de « tôle » par le Tribunal Militaire de Metz pour refus d'obéissance.

Le seul et unique fasciste arrêté au Vel' d'Hiv' pour avoir lancé une grenade incendiaire a été condamné à trois semaines de prison. Sans commentaire!

## La pacification déborde sur la métropole

Le FLN appelle les travailleurs algériens à faire une grève de huit jours en Algérie et en France. Les sbires du gouvernement se sont répandus dans les localités et quartiers habités par les Nord-Africains pour effectuer des arrestations, accompagnées des sévices habituels. Presque cent arrestations. La Pacification déborde sur la Métropole.

Pendant ce temps, le PCF et la CGT se contentent de quelques bien molles protestations.

Il faut organiser la solidarité ouvrière avec les travailleurs nord-africains sous forme de manifestations et de débrayages. Mais pour que cela soit possible il faudrait pour commencer que « L'Humanité » lance une grande campagne anticolonialiste et répudie nettement l'Union Française et toute forme de néo-colonialisme.

Présentement les noms des victimes de la répression aussi bien françaises qu'algériennes sont relégués en cinquième page.

## Vive l'U. G. T. A. N.

Les masses d'Afrique noire suivent avec passion le déroulement des événements en Afrique du Nord et se préparent au grand combat. Le 20 janvier marque une date capitale dans cette phase préparatoire: c'est le jour où fut réalisé l'unité du mouvement syndical au sein de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire.

L'UGTAN se place d'emblée en tête du mouvement d'émancipation africain en dénonçant vigoureusement la loi-cadre comme une tentative de balkanisation de l'Afrique, en réclamant l'indépendance et l'unification du Cameroun et en demandant que « l'Algérie accède à son indépendance ».

premier tour où il n'a attaqué ni le gouvernement, ni la SFIO, la candidate socialiste lui rendant la politesse en ne distribuant l'épithète diviseurs qu'à Bourdet et Frank.

● Les deux candidatures Bourdet et Hervé avec leurs moyens publicitaires réduisaient par avance nos possibilités de recueillir un nombre de voix très important. Notre politique s'adresse à l'avant-garde la plus consciente qui est numériquement limitée. Certains communistes de l'opposition qui sont politiquement plus proches de nous ont voté Bourdet, voire Hervé pour de soi-disantes raisons d'efficacité. On peut dire dans ces conditions que les 1.769 voix qui se sont portées sur Pierre Frank sont véritablement des voix trotskystes.

Nous pensons que notre candidature était utile afin de faire la démarcation nécessaire du trotskysme par rapport à la confusion de la Nouvelle Gauche et à l'aventure de Hervé. Il eût été préjudiciable pour notre mouvement que notre effacement puisse être interprété comme notre accord ou notre soutien de ces courants. Notre candidature a permis une large diffusion de notre programme, l'affirmation de notre présence et de notre différenciation qui s'exprime tant sur le programme que dans la position sur le second tour, avec des courants confus ou malsains. En ce sens elle nous est et nous sera très utile dans le développement de notre travail et dépasse la valeur du résultat numérique immédiat.

## “CONSTRUCTIONS EUROPÉENNES”

Il s'agit de la Petite Europe des Six à laquelle la Grande-Bretagne accordera peut-être cette fois un accueil plus chaleureux.

Le marché commun serait créé au bout de 15 à 16 ans par étapes de trois à quatre ans, pour éviter les difficultés économiques à certains pays défavorisés. Le plus défavorisé au point de vue de concurrence est la France. Et certains milieux patronaux sont inquiets. Ils craignent de ne pouvoir lutter à armes égales contre la bourgeoisie allemande. Et de multiplier les « garde-fou » pour sauver l'industrie française et d'exiger des garanties... Les ministres français multiplient les petits voyages Paris-Bruxelles aller-retour pendant que se déroule le débat parlementaire pour pouvoir apaiser la majorité récalcitrante.

Guy Mollet a des difficultés avec sa majorité réactionnaire qui, vu l'avance de la droite aux élections du premier secteur, relève la tête. Bien qu'il existe entre tous les grands bourgeois une profonde solidarité antiouvrière, la construction de l'Europe est une tâche semée d'embûches. Finalement il semble pourtant que comme au moment de la néo-CED, les capitalistes français se résigneront.

Les militants révolutionnaires doivent condamner les tentatives de création d'un marché commun comme une entreprise capitaliste. Mais ils rejeteront le point de vue défendu par Yves Moreau et Pierre Courtade dans « L'Humanité ». Aux tentatives de marché commun, répondons, écrit Courtade, par la lutte pour l'indépendance nationale. Cela implique, comme pendant la période de « l'Union avec les bons Français », la collaboration avec la bourgeoisie transformant la classe ouvrière en force d'appoint. Cette politique mène à tout, excepté au socialisme.

Ce qui contrecarrera les plans de la bourgeoisie française et de la bourgeoisie allemande c'est la lutte commune des ouvriers français et allemands contre leurs bourgeoisies respectives.

## CERCLE KARL MARX

C'est notre camarade Pierre Frank qui, à la dernière réunion du Cercle qui s'est tenue le 18 janvier, a traité le sujet: « Leçons des élections du 1<sup>er</sup> secteur; les voies de la rénovation du mouvement ouvrier ». Après son exposé dont les principaux thèmes se trouvent exprimés dans ce journal (voir article sur les élections et rapport de P. Frank au 12<sup>e</sup> Congrès du PCI) une large discussion s'engagea principalement sur la Nouvelle Gauche, les divers groupements révolutionnaires et la lutte qui se déroule à l'intérieur du PCF.

Le sujet choisi pour la prochaine réunion est: la Révolution algérienne et le mouvement ouvrier français. Cette réunion se tiendra le vendredi 1<sup>er</sup> février, à 20 h. 45 aux Sociétés Savantes, r. Serpente, Métro: Odéon.

Tous les lecteurs de la Vérité des Travailleurs y sont cordialement invités.

## Dans notre prochain numéro...

Nous publions dans ce journal notre affiche de désistement en faveur de Monjaumis dans le 1<sup>er</sup> secteur de la Seine. Les camarades qui voudront la coller devront barer la feuille d'un trait ROUGE. Nous nous trouvons limité dans notre texte du fait de cette affiche et devons reporter au prochain numéro plusieurs articles ainsi que le Manifeste du 12<sup>e</sup> Congrès de notre Parti. Nous reportons également la publication des listes de souscription et remercions les camarades qui nous ont soutenu. Plus que jamais nous avons besoin de l'aide financière de chacun.

## Un socialiste démissionnaire des Ardennes.

Nous sommes un certain nombre de camarades qui avons quitté la SFIO en même temps qu'Andrée Viénot. Nous avons créé sur le plan fédéral un groupe d'Action Socialiste qui groupe des militants venant de la SFIO et des sans-parti Cégétistes. Nous prenons actuellement contact avec d'autres départements où se créent des organisations semblables. Nous avons commencé à sortir un bulletin « Action Socialiste ».

Toujours pas d'accord avec votre ligne politique, en particulier avec l'article signé C. Laujen dans votre journal. Je ne parle pas de votre caractérisation de la Nouvelle Gauche, mais spécialement des lignes sur le Parti Socialiste.

Bien amicalement.

\*\*

## Un ancien militant de la FCL, membre de la « Nouvelle Gauche ».

Je reçois à l'instant le n° 53 de la « Vérité des Travailleurs ». La lecture de l'article intitulé « La Nouvelle Gauche... un vieux refrain » me stupéfie à un tel point que je crois devoir vous faire parvenir les quelques informations qui me paraissent vous manquer sur l'état d'esprit et les pers-

## NOS LECTEURS... ...nous écrivent

pectives d'un certain nombre de militants de la Nouvelle Gauche et vous faire part des réflexions que m'inspirent les événements et le contenu général de votre article.

Vous jugez la Nouvelle Gauche à travers « France-Observateur », les positions de Craipeau, « la lucidité » de Naville, « l'incontestable honnêteté » de Bourdet, « la minorité syndicaliste » C.G.T. Lebrun-Schaeffer (tous deux membres de la Nouvelle Gauche), en bref vous jugez la Nouvelle Gauche: 1° à travers un hebdomadaire qui est édité par quelques personnalités, indépendamment de la Nouvelle Gauche; 2° à travers les positions personnelles de quelques « têtes »...

Vous protestez parce que la Nouvelle Gauche n'offre pas une doctrine rigide Mais c'est précisément la « souplesse idéologique » de la Nouvelle Gauche, l'absence de « catéchisme » officiel qui nous permet d'y travailler. C'est à travers leur action directe dans les masses et leur tentative de comprendre les événements qu'ils vivent tous les jours que les militants de la Nouvelle Gauche, et en particulier les

jeunes, réélaboreront une explication théorique révolutionnaire des choses et des hommes. C'est leur expérience personnelle qui les conduira au matérialisme et à la dialectique. Tout comme cela s'est produit pour moi et certainement pour beaucoup d'autres.. L'individu est le produit de son milieu, c'est là une vérité matérialiste qui est aussi la pierre de touche de la psychologie moderne. Elle signifie que le militant qui rallie la Nouvelle Gauche, qui donne une priorité à l'action, se trempe en fait dans la lutte des classes, dans les mouvements de masses dans les syndicats, et il est masses dans les syndicats, et il est certain que c'est là dans le milieu militant actif qu'il puisera les notions de la théorie communiste et que c'est dans cette action expliquée, comprise au fur et à mesure que nous forgerons le Parti Révolutionnaire Certains éléments de la Nouvelle Gauche d'aujourd'hui nous auront probablement abandonné en cours de route, ça n'a d'ailleurs aucune importance. L'influence de ces éléments ne rayonne plus guère qu'à l'extérieur de la Nouvelle Gauche; à l'intérieur elle est déjà contre-balancée par l'apport théorique et pratique des vieux militants révolutionnaires et le potentiel de renouveau révolutionnaire des jeunes. Il y a à la Nouvelle Gauche des petits bourgeois et des révolutionnaires. Les seconds finiront par convaincre, submerger ou éliminer les premiers et les... milliers de militants qui rallient et rallieront le Mouvement de la Nouvelle Gauche.

\*\*

Nous ne confondons pas la Nouvelle Gauche avec « France-Observateur » et nous savons fort bien que la Nouvelle Gauche a groupé des jeunes éléments en général animés de sentiments révolutionnaires. Mais s'il est vrai qu'il faut faire des efforts pour gagner ces jeunes à un programme révolutionnaire et à la conception d'un solide parti révolutionnaire, nous ne pensons pas qu'il faut laisser croire à un rôle positif de la Nouvelle Gauche. On ne fera pas un parti révolutionnaire dans ce pays sans gagner l'aile révolutionnaire du PCF. Et celle-ci ne se tournera pas vers la Nouvelle Gauche. Car elle n'a pas que des idées fausses. Elle a aussi des notions correctes: la nécessité d'un parti ouvrier, une délimitation claire vis-à-vis de la social-démocratie, un certain nombre de notions d'organisation sérieuses. Ces militants ne considèrent pas la Nouvelle Gauche comme un pas en avant par rapport au communisme et c'est juste.

# La situation

La classe ouvrière ne refluera pas vers le PS, même après l'affaire hongroise. Ce qui domine, dans les variations que nous constatons, ce sont les abstentions. Le PS n'a pratiquement jamais mordu sur sa gauche depuis la Libération. Force Ouvrière ne gagne pas vraiment, par rapport aux pertes CGT, sauf rares exceptions... Il y a de toute façon un bloc de voix communistes et la CGT, une masse de militants communistes qui constituent à la fois la majorité de la classe, et ses secteurs décisifs, et ses militants les plus combattifs, qui n'iront jamais plus vers la social-démocratie.

Dans la crise de leur parti, ils ne regardent pas en arrière, mais en avant. Ils peuvent être gênés par divers obstacles en plus de ceux que leur crée l'appareil de leur parti. Il ne faut pas oublier que le PCF actuel, gonflé en effectifs, est composé à la fois de communistes et de sympathisants communistes. Ils se heurtent à des difficultés, mais ce qu'ils veulent, c'est une vraie direction communiste, c'est dans ce sens qu'ils chercheront une issue aux divers obstacles et à la crise de leur parti.

Il ne faut pas croire non plus qu'une rénovation du mouvement communiste, opérée de la façon la plus idéale qu'on puisse imaginer, va faire faire un bond politique extraordinaire aux sincères militants socialistes et les amener au parti communiste. Il n'en sera pas ainsi parce qu'il y a de vraies traditions social-démocrates dans de larges couches ouvrières et périphériques en Europe Occidentale; et parce que l'expérience stalinienne les a renforcés et non diminués. Nous l'avons vu en Hongrie. Je ne jurerais pas que, dans

le cours de la prochaine révolution russe, nous ne verrons pas se manifester des courants mencheviks, et ce 40 ans après la prise du pouvoir. Le stalinisme en privant les masses des Etats Ouvriers de démocratie et en n'améliorant pas substantiellement leur vie quotidienne a donné à la social-démocratie un regain d'existence dans ces pays.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier français depuis 1920 a montré qu'il n'y avait pas de place pour une formation intermédiaire, à mi-chemin entre le PC et le PS, et que les travailleurs, dans leur grande masse, se partageaient entre le communisme et la social-démocratie.

Dans la crise actuelle, les militants communistes ne reflueront pas vers un social-démocratie de gauche, les militants socialistes n'avanceront pas jusqu'à un mouvement communiste rénové. La structure des deux partis ouvriers en France, même dans une situation hautement révolutionnaire, ne sera pas changée. C'est la conclusion à laquelle on doit aboutir quand on étudie le mouvement ouvrier français très objectivement, sans vouloir forcer sur lui des formes d'organisation fabriquées dans sa tête.

La rénovation du mouvement communiste donnera un véritable parti com-

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez:

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie (édition abrégée).....	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.) .....	1.800 fr.
La Révolution trahie. ....	375 fr.
Staline. ....	720 fr.
Les crimes de Staline. ....	375 fr.
Les Ecrits (recueil d'inédits).....	1.000 fr.

L'Affaire Marty, d'André Marty .. 585 fr.

Dossier de la déstalinisation. Le rapport Krouchtchev commenté par la IV<sup>e</sup> Internationale (nouvelle édition complétée) .....

200 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu Paris-2<sup>e</sup>.  
C.C.P. 6965-68 PARIS

## Les trois "L"

Ayant fait de Staline un Dieu, ses successeurs se voient contraints de dénoncer « le culte de la personnalité » instauré sur son nom. Mais, dans la confusion extraordinaire qui en résulte, ils s'efforcent de brouiller tout ce qui pourrait permettre aux travailleurs de se réorienter; ils se gardent bien, entre autre, de célébrer la mémoire des vrais dirigeants révolutionnaires dont l'enseignement reste toujours précieux pour les combats d'aujourd'hui.

La traditionnelle semaine des « 3 L » — Lénine, Liebknecht Luxembourg — est désormais abandonnée par les Staliniens.

Le grand dirigeant d'octobre qui mourut au moment où il commença la lutte contre Staline et la bureaucratie; les dirigeants de la révolution allemande ne sont plus rappelés aux jeunes générations que par les trotskystes, par ceux qui ont précisément assuré la continuité du marxisme révolutionnaire, de l'enseignement des « 3 L » dans les noires années de la victoire du fascisme et de la guerre impérialiste.

« Retour à Lénine », tel est le mot d'ordre de milliers et de milliers de communistes. Retour à Lénine, à Liebknecht, à Luxembourg, aux traditions de lutte intransigeante contre le capitalisme et le réformisme, aux traditions de démocratie dans le parti. Retour à l'internationalisme prolétarien véritable, à l'unité de la lutte des travailleurs du monde entier contre les combinaisons et manigances diplomatiques.

Les idoles stalinienne sont déboulonnées.

La mémoire des « 3 L » retrouvera la place qu'elle mérite dans la conscience des travailleurs du monde entier.

La déformation bureaucratique du premier Etat Ouvrier, était un fait déjà sous Lénine. Elle était le résultat des conditions objectives défavorables qui caractérisaient l'URSS de cette période (1918-1923) pour l'épanouissement d'un véritable pouvoir socialiste conforme aux normes marxistes.

Lénine devenait de plus en plus conscient de cette réalité et la fin de sa vie est remplie de sa volonté farouche d'enrayer la progression de la gangrène bureaucratique dans le corps de l'Etat Ouvrier.

C'est surtout la contamination du Parti, du facteur subjectif, par ce mal qui alarmait Lénine.

Le caractère économique et culturel arriéré de l'URSS de cette époque, son isolement forcé du marché mondial, les dévastations subies par la guerre civile et l'intervention étrangère, ont imposé l'éloignement de l'Etat Ouvrier, aussi bien des normes économiques que politiques.

Lénine pensait pouvoir les rétablir à la première occasion offerte par l'amélioration des conditions objectives. Mais ces déformations bureaucratiques rendues dans ce sens nécessaires ne justifiaient en aucun cas, selon Lénine, la déformation bureaucratique également du Parti.

Ce dernier devait rester conscient des dangers montants du bureaucratisme, et les combattre avec la dernière énergie.

Autrement, l'Etat Ouvrier risquait non seulement de comporter quelques déformations bureaucratiques, mais de sombrer tout entier dans la dégénérescence bureaucratique, de subir en quelque sorte une transformation qualitative.

Ce qui est arrivé avec la gestion stalinienne de l'URSS.

Les déformations bureaucratiques de l'Etat Ouvrier dans la période de 1921-1923 qui précède la mort de Lénine, consistaient concrètement en ceci: les Soviétiques étaient en quelque sorte monopolisés politiquement par le Parti bolchevik, à l'exclusion de toute autre tendance politique nationale; les syndicats se réclamaient encore du principe de la défense avant tout des intérêts des ouvriers, y compris envers « l'Etat Ouvrier », mais leur appareil était exclusivement aux mains du Parti; l'appareil de l'Etat et de l'économie se confondait de plus en plus avec celui du Parti; le Parti se réclamaient toujours du droit des tendances idéologiques en son sein, mais les fractions avaient été provisoirement interdites.

C'est-à-dire qu'il y avait sous la pression des conditions objectives

A LA LUMIERE DE LA REVOLUTION POLITIQUE

## Les problèmes politiques et économiques

### III. — L'expérience de l'URSS

défavorables qui régnaient à cette époque en URSS, un fléchissement général vers la fusion, vers l'identification du Parti, plus ou moins monolithique, avec l'Etat, les Syndicats, l'appareil économique.

La dictature du prolétariat pour se défendre contre les périls économiques et politiques, intérieurs et extérieurs qui la menaçaient, avait

par Michel PABLO

réagi dans le sens d'une substitution du Parti aux organes plus larges de la classe, et d'une restriction extrême de la démocratie, y compris dans le Parti lui-même.

C'est là une tendance naturelle de la dictature du prolétariat en cas de péril extrême, mais qui est incontestablement une arme à double tranchant.

Elle risque d'être théorisée par la fraction la plus bureaucratique du Parti, de s'ériger en un idéal, une norme, et de se cristalliser en tant que telle. C'est-à-dire qu'au lieu d'esquisser à la première occasion favorable un mouvement en arrière et revenir plus ou moins à l'état démocratique normal, elle risque de se figer dans ce mouvement vers l'aspect dictature du Parti, qui est la négation y compris de la démocratie pour la classe.

L'évolution de l'URSS sous le stalinisme a réalisé pleinement ce danger en substituant à la dictature de la classe, la dictature du Parti et à cette dernière, la dictature d'une équipe bonapartiste de direction. Sous le stalinisme, l'Etat, les Syndicats, l'appareil économique, se sont identifiés de manière durable, permanente, à l'appareil du Parti.

# française et les perspectives (extraits)

muniste qui n'aura pas d'autre programme que le nôtre, en passant à travers une série d'étapes que nous ne pouvons par avance définir, mais il n'y a pas de doute que c'est dans le PC actuel que se produiront les plus grandes transformations et les plus grandes explosions qui donneront naissance à nouveau, à un vrai PC.

Nous repoussons donc la formule du parti unifié parce qu'elle ne correspond pas aux tendances réelles du mouvement ouvrier français, et que la seule façon de réaliser l'unité de la classe dans la lutte contre le capitalisme, c'est dans la capacité d'un vrai PC à pratiquer une sérieuse politique de front unique.

## Intransigeance sur le programme révolutionnaire

Dans la lutte actuelle contre la direction stalinienne, nous devons accorder une place importante à cette question du front unique. Nous devons montrer — en rassemblant ce que nous avons dit depuis tant d'années — qu'elle n'a jamais envisagé le front unique d'une manière léniniste, c'est-à-dire des actions communes sur un programme de revendications ouvrières. Elle a seulement eu en vue des objectifs de la diplomatie du Kremlin et des manœuvres envers les socialistes, pris isolément ou en tant que parti.

Toute cette question de « l'unité ouvrière » n'est en rien académique, abstraite; elle englobe tous les problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire, depuis la question du programme historique, du programme d'action jusqu'à la question des rapports de l'avant-garde avec les masses.

Tous ceux qui nous accusent de sectarisme, en raison de notre intransigeance politique et programmatique, se montrent à la fois les plus opportunistes en politique et sectaires en matière d'organisation: ils ne veulent rien apprendre de la classe ouvrière et veulent au contraire lui enseigner leurs petites découvertes. Ils veulent faire passer le torrent de la révolution par un canal arbitrairement conçu par eux.

Nous sommes entrés maintenant dans la période de la fusion avec de larges couches communistes se dégageant de la gangue stalinienne. Pendant des années, nous avons travaillé à contre-courant, défendant, enrichissant le programme du bolchevisme, en présence de la montée réactionnaire et du reflux révolutionnaire. Quand le tournant de la situation s'est produit, ce fut de façon perceptible avant tout par l'analyse et non par la force d'événements que tout un chacun peut voir. Nous avons alors rencontré dans notre mouvement une résistance à comprendre ce tournant et à en tirer les conclusions nécessaires. Nous avons fait le tournant dans des conditions numéri-

ques qui risquaient de rendre illusoire les possibilités même d'une action minime sur la nouvelle orientation. Il n'y a pas de doute pour nous que cette scission, cette saignée sont devenues un facteur objectif qui a retardé la progression d'une opposition communiste en France. Mais grâce à cette réorientation, nous avons quand même préparé des conditions de départ très favorables. Ce n'est pas seulement le fait d'avoir surmonté numériquement la scission, d'être aujourd'hui plus nombreux que les scissionnistes, qui compte pour nous, c'est le fait que nous le sommes devenus parce que nous avons vu juste, et que nous nous sommes agrippés au mouvement de masse tel qu'il était et que nous avons aujourd'hui des possibilités, des perspectives réelles de transformer notre organisation, de lui faire remplir le rôle pour lequel elle a été créée.

Mais cette situation comporte des tâches que nous ne devons pas sous-estimer. D'excellents militants viennent au trotskysme. Mais c'est seulement dans l'organisation, dans l'Internationale qu'on devient vraiment trotskyste.

Dans le rapport d'organisation, cette question sera traitée en détail, mais nous devons comprendre politiquement que ce n'est pas une opération unilatérale de camarades apprenant l'histoire, le programme et les principes de notre mouvement; c'est aussi, pour notre part, savoir assimiler, associer ces camarades dans l'organisation, les faire passer de leur expérience à celle de tout notre mouvement. C'est une tâche dans laquelle nous apprendrons à aborder les plus vastes tâches de demain.

Nous nous dirigeons à la fois, en raison de la combinaison des problèmes posés par la situation, vers des grands courants de masse et vers des cadres communistes. Nous ne pourrions jamais gagner les grands courants de masse sans un programme d'action très solide et sans des cadres communistes très fort politiquement. Pour ceux-ci, il faut aujourd'hui plus que jamais être exigeant sur la qualité des idées. L'expérience stalinienne doit nous servir de repoussoir pour tout ce qui est de l'à peu près, des formules à bon marché, de l'agitation non étayée théoriquement.

Tout ce que contient notre programme sort du domaine de l'analyse théorique et devient vérité pour les masses. Tout notre programme et pas seulement une partie. Les révolutions n'escamotent pas un seul des problèmes, au contraire, elles en posent de nouveaux et enrichissent le marxisme. Nous allons de plus en plus nous trouver devant des tâches nouvelles. Nous devons sur bien des points nous modifier de fond en comble. Mais, pour être à la hauteur des tâches combinées qui se présentent devant nous maintenant, il y a un point sur lequel nous ne devons jamais changer: prendre au sérieux notre programme. Il a été précisément conçu pour la conquête des masses et pour la lutte de celles-ci pour le pouvoir.

(1) Voir la première partie de ce rapport dans notre numéro précédent.

E DANS LES « DEMOCRATIES POPULAIRES »

## miques des régimes de transition

### dictature du prolétariat

Ce dernier, d'autre part s'est soumis complètement à la dictature de sa direction.

A la fin de ce processus extrême de bureaucratisation, il y a eu le règne d'un seul homme, arbitre suprême, de *Staline*.

En accomplissant cette évolution, le stalinisme est arrivé à la négation du contenu politique de la dictature du prolétariat, en tant que synonyme de la démocratie directe et la plus large pour les masses prolétaires et semi-prolétaires.

Le stalinisme a exproprié politiquement et de manière complète les masses du pouvoir, en remettant celui-ci (le pouvoir politique) aux mains d'une caste privilégiée, des bureaucrates qui contrôlent et gèrent l'appareil de l'Etat et de l'économie, ainsi que ledit Parti Communiste de l'URSS.

En 1936, l'URSS adoptait une constitution nouvelle que *Staline* n'avait pas hésité à caractériser comme « la plus démocratique du monde ».

En réalité, cette constitution consacrait l'expropriation du prolétariat du pouvoir politique et le triomphe du régime de la bureaucratie camouflé derrière le bonapartisme plébiscité de *Staline*.

Sur le plan politique, la « nouvelle constitution » consacrait juridiquement l'abolition déjà survenue dans les faits, des Soviets en tant que forme et base constitutionnelle du pouvoir prolétarien, du système électoral soviétique, ainsi que de la pluralité des partis soviétiques.

C'est-à-dire qu'elle consacrait juridiquement aussi bien l'abolition du pouvoir politique des masses que de l'exercice démocratique de ce pouvoir. A la place du système électoral soviétique « fondé sur les groupements de classe et de production » (1) que sont les Soviets, la nouvelle constitution substituait un semblant de système de démocratie bourgeoise « basé sur ce qu'on appelle le « suffrage universel, égal et direct » de la population atomisée (2).

Le prétexte de cette opération était que là où il n'y a pas de bourgeoisie, il n'y a pas non plus de prolétariat, de sorte que l'Etat prolétarien soviétique (basé sur les Soviets, organes de pouvoir de classe) devient celui du « peuple entier » (de toutes les classes).

Les éléments prolétaires et semi-prolétaires, organisés politiquement dans les Soviets, se trouvaient ainsi dissous dans la masse de la population.

Mais en même temps le nouveau système électoral consacré par la constitution de 1936 n'était — avons-nous dit — qu'un semblant de système de démocratie bourgeoise. Car cette dernière est caractérisée, essentiellement par le droit à la pluralité des partis. Or, la nouvelle constitution « la plus démocratique, etc... » en prétextant toujours l'absence des classes et même d'antagonismes sociaux en URSS, légalisait en même temps que la dissolution du système électoral soviétique, la suppression de tout Parti d'opposition, face au parti monolithique unique exerçant tout le pouvoir!

En définitive, le seul « droit » laissé pratiquement aux citoyens soviétiques était de plébisciter de temps à autre, au moyen d'élections au « suffrage unique, égal et direct », les listes uniques du Parti au pouvoir, c'est-à-dire de plébisciter le pouvoir bonapartiste de *Staline*.

Les « Démocraties Populaires » furent obligées d'imiter ce genre de « démocratie » dès qu'elles eurent reconnu être en fait des formes « de la dictature du prolétariat », c'est-à-dire dès qu'elles eurent liquidé, bureaucratiquement, d'en-haut, l'alliance avec les formations politiques de la bourgeoisie et de la petites bourgeoisie de ces pays. Ainsi, la dégénérescence bureaucratique du contenu léniniste de la dictature du prolétariat fut complète, aussi bien en URSS que chez ses satellites.

La révolution politique qui mûrit actuellement dans tous ces pays, met au premier plan de l'actualité les questions fondamentales liées à l'expérience stalinienne de la dictature du prolétariat: le problème de la démocratie de la classe vu sous l'angle des Partis; le problème des rapports du Parti dirigeant avec l'Etat.

Examinons maintenant concrètement ces deux questions.

(1) Léon Trotsky: « La Révolution trahie ».

(2) *idem*

(A suivre.)

Le mécontentement, la colère du peuple espagnol vont croissant.

C'est Barcelone, grand centre industriel et grand port, qui a donné le signal des manifestations. Depuis plus d'une semaine, les moyens de transport sont boycottés en protestation contre leurs prix trop élevés. Dimanche, ce sont aussi les matches de football et toutes les manifestations sportives qui ont été boycottés.

La puissance d'un tel mouvement a aussitôt déclenché des manifestations de la part des étudiants dans plusieurs Universités, et notamment à Séville où les forces de répression sont intervenues à coups de feu.

La dictature de Franco qui avait pu survivre à la fin de la deuxième guerre mondiale, malgré la chute de Mussolini et d'Hitler, grâce à la politique fixée par les accords de Yalta, est de plus en plus minée. Au cours des dernières années, des grèves avaient eu lieu à Barcelone, à Madrid, dans les Asturies. Les mouvements d'étudiants se sont multipliés. Dans les couches dirigeantes, les tensions s'accroissent. Le soulèvement de Hongrie a apporté un stimulant à la lutte antifranquiste.

Barcelone a ouvert une nouvelle étape de la lutte. Commencée sous la forme du boycott des moyens de transport, elle pourrait fort bien se porter avant peu à de très hauts niveaux.

Les travailleurs de France suivent avec un grand intérêt la marche des événements en Espagne. Ils doivent se préparer à manifester leur solidarité envers les travailleurs espagnols d'une façon effective.

« Les grèves de l'usine Kaganovitch et d'autres usines de Moscou et de Leningrad; les manifestations des étudiants en faveur du peuple hongrois; les discussions et les réunions contradictoires dans les Universités et dans les Instituts; l'apparition de journaux de guerre, tapés à la machine à écrire ou ronéotypés, journaux qui ne sont ni autorisés ni encouragés mais qui ne sont pas non plus interdits et poursuivis... tout ceci nous autorise à penser que beaucoup de choses sont changées, ou vont changer, même en URSS. »

Sa critique envers Togliatti est vigoureuse. Il affirme que ce dernier « est resté fidèle au défunt patron... il est resté stalinien même après le 20<sup>e</sup> Congrès et le rapport Krouchtchev ».

Selon Reale, Togliatti spéculait sur les divergences à venir entre les actuels dirigeants soviétiques. « Togliatti n'a jamais cru à la solidité du groupe actuel des dirigeants du PC de l'URSS. Il pense que la lutte pour le pouvoir en URSS est loin d'être décidée et c'est pourquoi il ne veut pas se compromettre. »

Par contre, Reale semble se faire beaucoup d'illusions en ce qui concerne ces mêmes dirigeants soviétiques (bien qu'il ait justement interprété les événements de Hongrie). Il espère, en effet, que ces dirigeants accepteront de reconnaître l'indépendance des Pays d'Europe Orientale pour éviter « de nouvelles et plus sanglantes révoltes ».

Ces positions défendues par Réale sont incontestablement des positions droitières telles que nous avons pu les caractériser avant même le Congrès du PC Italien. La construction pacifique et démocratique du socialisme, les illusions parlementaires, la collaboration avec certains éléments de la bourgeoisie, toutes ces positions politiques appliquées par le PC après la guerre, Réale voudrait les voir devenir fondamentales, voudrait les voir appliqués sans restriction. Du point de vue politique sa démission n'apporte donc que la confirmation de l'existence d'une forte aile droitière dans le PC.

Mais le fait nouveau c'est que la crise dans le PC a touché cette fois l'appareil même du Parti. Les dirigeants qui restent encore groupés autour de Togliatti ne peuvent manquer d'apprécier cette différence.

G. PALETTI.

## LA DÉMISSION DE REALE DU PC ITALIEN

(De notre correspondant à Rome):

Le Congrès du Parti Communiste Italien, s'il a permis à la direction de Togliatti de reprendre en main la situation après avoir empêché toute discussion politique valable à la base, n'a pas pour autant mis un terme à la crise qui travaille ce parti.

Certaines interventions à la tribune même du Congrès (Giolitti) laissaient clairement deviner que les éléments de droite dans le PC Italien n'entendaient pas se laisser désarmer sans se défendre.

Mieux encore: à la suite du Congrès, la crise s'est ouvertement, et publiquement déclarée avec la démission de Eugenio Reale. Si les précédents leaders de la tendance droitière étaient surtout des intellectuels « non-marxistes » venus au PCI par l'intermédiaire de la Résistance ou des jeunes de formation politique toute récente, il en va tout autrement avec Reale.

Eugenio Reale est l'un des militants qui a permis au Parti Communiste de vivre clandestinement sous la dictature de Mussolini. Il a déjà été membre de la direction à cette époque et, juste avant sa démission, ses liens avec l'appareil ne pouvaient être contestés. Pendant des an-

nées il a défendu, et soutenu, la politique de la bureaucratie stalinienne.

La presse du PC, si elle attaque violemment Reale, n'a pas entrepris à son égard l'habituelle campagne de diffamation qu'elle réserve à tous ceux qui quittent le Parti.

\*\*

Le fait même que des militants aussi liés à la direction que Reale, s'en aillent indique toute la profondeur de la crise traversée par le PC.

Quelles positions défend Reale?

Il est d'accord avec la politique d'Union Nationale du Parti et voudrait la voir appliquée de façon plus cohérente. Pour lui « le premier but du Parti est de faire participer la classe ouvrière à la direction politique de l'Etat »; le PC « doit devenir un grand Parti démocratique et populaire »... il doit défendre la Nation contre tous ceux qui veulent porter atteinte à son indépendance. »

Quant à la déstalinisation, Reale y croit sans restriction, comme il comprend la profondeur et l'importance de la crise politique en URSS. Il dit, en particulier:

(De notre correspondant à Bruxelles)

Depuis près de trois ans, le gouvernement belge, composé d'une coalition de socialistes et de libéraux, après la perte de la majorité absolue par le parti social-chrétien, a réussi à éviter toute crise sociale aiguë, grâce à la haute conjoncture.

Mais la catastrophe de Marcinelle a rendu évidente l'incroyable négligence avec laquelle le patronat charbonnier veille à la sécurité des travailleurs. Aussi la FGTB, la Fédération syndicale contrôlée par les socialistes, tint-elle en octobre dernier un Congrès extraordinaire qui se prononça à l'unanimité pour la nationalisation des charbonnages.

Les ministres libéraux, qui garantissent directement les intérêts de la bourgeoisie par leur participation au gouvernement, firent aussitôt comprendre à leurs collègues socialistes qu'ils n'accepteraient pas une réforme de structure touchant à la propriété des mines. Le Congrès du Parti socialiste qui se tint alors se borna à formuler le principe général de l'utilité de la nationalisation tout en acceptant de remettre celle-ci à beaucoup plus tard pour sauver l'équipe gouvernementale. Cette capitulation de la bureaucratie réformiste devant ses partenaires n'était pas la première depuis les élections d'avril 1954. Un projet de réforme de l'assurance maladie-invalidité, dû au ministre socialiste du travail et combattu par l'Association des Médecins, fut réduit à fort peu de chose, sous la pression de la bourgeoisie libérale.

L'aile gauche de la FGTB représentée par la tendance Renard à Liège et par le Syndicat des Métallurgistes, n'accepta cependant pas passivement cette nouvelle capitulation des ministres socialistes. Une campagne assez vive fut menée à la radio (heure syndicale) et dans la presse syndicale contre l'enterrement de la nationalisation des charbonnages dont dépend la sécurité des mineurs. Une

## La grève des mineurs catholiques belges

certaine agitation se manifesta dans la métallurgie liégeoise en décembre et une grève des mineurs fut annoncée pour janvier pour une augmentation de 10 % des pensions des mineurs. Une lutte très vive s'engagea aux sommets entre la gauche et la droite de la direction syndicale. Finalement une majorité des deux tiers au Comité national FGTB estima suffisantes les réformes promises in extremis par le premier ministre socialiste Van Acker: hausse de 10 % des pensions des mineurs et presque autant pour celles des autres travailleurs et un prélèvement de 5 milliards (40 milliards de francs français) sur les bénéfices capitalistes, pour payer les nouveaux avantages sociaux accordés aux travailleurs.

La minorité de gauche de la FGTB dut s'incliner devant la victoire de la droite mais la lutte des deux tendances se poursuit après le vote du Comité national de décembre et après la peur ressentie par le trio Buset, Van Acker, Major, devant la menace de grève lancée par Renard et les métallurgistes liégeois.

Pendant ce temps, le petit PC belge poursuit sa politique d'appui à peu près illimité accordé aux ministres socialistes droitières, politique inspirée, paraît-il, par le souci de ne pas se couper des « camarades socialistes »!

Les métallurgistes qui représentent actuellement la couche la plus consciente du prolétariat belge ont montré leur combattivité par la vigueur de leurs interventions dans toutes les réunions syndicales de discussions tenues en décembre. Cette combattivité ne semble pas ébranlée par les victoires des dirigeants droitières de la bureaucratie syndicale. De nombreuses revendications de salaire apparaissent dans la métallurgie, malgré l'intention de Van Acker de blo-

quer les salaires et les prix.

Une couche importante du prolétariat belge a compris que la tendance Major à la direction de la FGTB préfère protéger ses comparses bureaucrates que sont les ministres socialistes, plutôt qu'appuyer les justes revendications ouvrières, lorsqu'elles mettent en danger les bonnes places des ministres. Mais si la partie la plus avancée du prolétariat se prépare à une seconde manche contre la direction droitière des syndicats, une autre couche risque d'être cependant séduite par la grève des mineurs lancée par la Confédération des Syndicats chrétiens et qui a rencontré pendant 48 heures un certain succès dans les bassins de Campine et du Borinage. Cette grève n'est pas uniquement une action démagogique anti-gouvernementale inspirée par le PSC. Elle exprime aussi dans une certaine mesure, le juste mécontentement des mineurs devant l'incapacité du gouvernement d'entreprendre une réforme sérieuse du statut des charbonnages.

Cette grève apportera sans doute un très petit accroissement numérique à la CSC. Mais toute la situation actuelle du mouvement ouvrier belge montre clairement une chose: Major et la droite de la FGTB préfèrent renforcer le Syndicat chrétien et à travers lui, l'emprise directe de la bourgeoisie sur le tiers des travailleurs belges, plutôt qu'accroître l'influence de l'aile gauche de la FGTB et mettre en danger le gouvernement de coalition.

Il est probable que la majorité des ouvriers socialistes belges désavoueront bientôt cette scandaleuse attitude. Cette tactique ne pourra guère retarder la défaite d'une direction syndicale droitière dont le prolétariat se débarrassera tôt ou tard.

Philippe VAN DAMME.

# Morcellement du PC britannique

# En Union Soviétique

(De notre correspondant à Londres):

Plusieurs facteurs contribuent à ce que la crise du Parti Communiste Anglais déclenchée depuis la publication du rapport Krouchtchev ébranle littéralement ce petit Parti: son isolement des larges masses ouvrières organisées au sein du Labour Party; la conjoncture politique actuelle en Angleterre favorable au mouvement ouvrier et au Labour Party; les traditions démocratiques profondes du mouvement ouvrier anglais.

Ce dernier facteur n'est pas à minimiser du tout. Il constitue une réalité caractéristique de la vie sociale anglaise en général et particulièrement du mouvement ouvrier de ce pays. Devant des événements aussi importants, aussi révoltants que ceux révélés par le rapport Krouchtchev, et ceux qui ensuite ont marqué la révolution politique en Pologne et en Hongrie, un très grand nombre de membres du PC anglais ont partagé l'indignation générale qui a gagné la classe ouvrière anglaise.

Ils ont demandé des explications à leur direction, et se sont mis à rechercher à leur manière directe et tenace les causes de ce qui leur apparaissait être une monstrueuse déformation bureaucratique de l'URSS, des régimes des « Démocraties Populaires » et des Partis Communistes. La révolte fut telle que Harry Pollitt, le Secrétaire général du Parti, un des dirigeants stalinien internationaux les plus fidèles au tyran et à sa Guépéou, fut obligé de quitter ce poste.

La nouvelle direction fut d'autre part contrainte à plusieurs concessions:

1° De publier non seulement dans des Bulletins intérieurs, mais dans l'organe principal du Parti, « Daily Worker » des centaines de lettres critiques de ses lecteurs, et des membres du Parti;

2° De convoquer le Congrès du Parti pour le printemps;

3° De reconnaître publiquement, il y a encore deux semaines, les énormes pertes dans les rangs du Parti, la crise sans précédent du Parti mettant en danger la parution même de son journal.

Le PC anglais est actuellement démantelé dans toute une gamme de tendances et des petits groupes oppositionnels agissant souvent ouvertement sans considération pour la discipline formelle du Parti.

A Londres il y a actuellement 23 petits groupes oppositionnels, organisant des réunions, publiant des tracts.

Dans les principales villes de province, la situation est la même. Ces groupes s'intitulent souvent « Groupes Marxistes » et leur tendance générale est la suivante: former une Ligue Nationale de tous ces groupes, éditer un Bulletin, commencer l'étude systématique du marxisme à la lumière de l'expérience stalinienne désastreuse. Certains de ces groupes ont proposé spontanément que cette étude commence par le livre de Léon Trotsky: « La Révolution trahie ».

Ils considèrent que ce livre fournit la réponse fondamentale à la question de l'URSS et du stalinisme.

Leur orientation par rapport au PC n'est pas claire et en tout cas pas unanime: tandis que certains éléments et groupes considèrent qu'il

faut arriver à la constitution d'un nouveau Parti vraiment marxiste-révolutionnaire, d'autres œuvrent encore à la formation à l'intérieur du PC d'une opposition de gauche qui réformerait ce Parti.

Telle est par exemple l'attitude du journaliste Peter Fryer dont le cas a fait scandale en Angleterre. Envoyé par le journal du PC « Daily Worker » à Budapest, lors de la Révolution d'octobre, il a épousé la cause des ouvriers hongrois, et a envoyé à son journal des articles démentant la thèse stalinienne « de la contre-révolution fasciste, etc... ». Le « Daily Worker » a refusé de publier ces articles, quand il ne les a pas scandaleusement censurés.

Peter Fryer, revenu en Angleterre, a énergiquement protesté contre cette attitude, ce qui lui a valu son exclusion du Parti.

Depuis, il a fait publier une très bonne brochure, très documentée, très appropriée pour les ouvriers communistes, sur les événements de Hongrie. Il organise maintenant une série de meetings contradictoires destinés aux membres du Parti à travers toute l'Angleterre.

Il explique aux militants ce qui s'est passé exactement et les appelle à lutter à l'intérieur du Parti pour la défaite complète du stalinisme. « L'avenir du communisme international, écrit-il dans sa brochure (1), dépend de la lutte pour vaincre le stalinisme. L'avenir du Parti Communiste anglais dépend du retour aux véritables principes socialistes. »

Un autre organe de tendance, « The Reasoner », qui groupe toute une pléiade de membres universitaires du PC anglais, est sur le point de paraître. Publié en juillet passé, il fut interdit par la direction du Parti, au bout de trois numéros. L'équipe qui l'a édité, élargie à de nouveaux membres, a décidé de prendre la responsabilité de le faire paraître.

La fermentation dans le PC anglais est ainsi évidente.

Elle comporte naturellement aussi des dangers. Faute d'une réorientation théorique adéquate, combinée avec une orientation pratique vers le travail de tendance à l'intérieur du Labour Party, les chances de voir surgir une tendance marxiste-révolutionnaire de masse en Angleterre pourraient être compromises.

C'est aux trotskystes anglais de contribuer à ce que se réalise la création d'une tendance marxiste-révolutionnaire de masse travaillant dans les rangs du Labour Party.

W. CARPER.

(1) « The Ungarian Tragedy », London Editions Dennis Dobson.

## Les intellectuels communistes et la Hongrie

Le soulèvement des travailleurs hongrois a profondément affecté les intellectuels communistes, ceux qui méritent cette appellation et non les valets stalinien à la Aragon.

Et, pas plus que les chars soviétiques ne pourront réduire au silence les travailleurs de Budapest, les sanctions bureaucratiques ne parviendront à enrayer les protestations des écrivains et artistes révolutionnaires.

Nous voulons signaler tout d'abord un texte de Claude Roy sur « la Hongrie et le sens des mots » qui a bien des égards est remarquable.

« Il n'y a pas d'exemple dans le passé d'une révolution de l'ampleur et de la durée de celle de Budapest en 1956, qui se soit accomplie au nom même des principes, de la philosophie, des mots d'ordre et de l'enseignement professé par le régime établi... »

« Il s'est trouvé des docteurs de la loi pour peser dans leurs balances dogmatiques le sang et les larmes du peuple hongrois, pour déclarer que la classe ouvrière hongroise n'était plus la classe ouvrière, que les grèves des usines hongroises n'étaient pas de vraies grèves, que ces écrivains communistes ou de gauche étaient des réactionnaires, et que cette révolution était simplement une contre-révolution... »

Depuis un an, c'est la première fois que la Pravda du 19 janvier a pris la défense de Staline, reprenant « l'argumentation » émise par Krouchtchev au Kremlin entre deux verres de vodka. Il est toutefois à remarquer qu'il s'agit d'une défense et qu'il n'est plus possible de revenir aux éloges d'antan.

C'est que l'opinion publique en URSS commence à se manifester de plus en plus. La presse dénonce constamment des « démagogues », notamment dans la jeunesse.

Nous avons déjà signalé l'existence d'une revue étudiante à Leningrad portant le titre significatif « HERESIE ». Dans la même ville une autre revue d'étudiants s'appelle « VOIX FRAICHES » (ou « Voix nouvelles »), ce qui est également en soi très révélateur.

En Lettonie, Lithuanie et Esthonie, des étudiants ont manifesté en faveur de la sécession d'avec l'URSS, en invoquant l'article XVII de la Constitution soviétique qui avait été inséré de façon purement formelle.

L'organe de la flotte soviétique dénonce aussi la pénétration « d'idées dangereuses » dans les écoles navales soviétiques.

La « Vie du parti », organe officiel du CC destiné aux cadres du parti, s'en prend à la tolérance de responsables qui laissent le champ libre à « des actions hostiles se couvrant de termes mensongers sur la critique et l'autocritique et de mots d'ordre pour la « démocratie ».

Cet organe dénonce ainsi des individus dans diverses régions. Il s'en prend entre autre à un secrétaire de la cellule d'une école de Minsk qui fut chassé de son poste parce qu'ayant reçu un important document du parti pour son information personnelle, « il organisa la lecture du document dans la maison d'un ami... Des gens s'y trouvaient qui étaient loin des lumières du parti... Un secret du parti fut divulgué... »

Mais la « Vie du parti » montre en même temps qu'il n'est plus possible de revenir impunément aux méthodes en vigueur du temps de Staline. Déclarant d'une part qu'il s'agit « d'une partie insignifiante » du peuple soviétique, cet organe appelle à des mesures de sécurité plus grandes, mais en même temps qu'on ne peut revenir à la « calomnie d'honnêtes gens pour établir l'arbitraire et l'illégalité ».

En fait, la bureaucratie dirigeante se trouve désormais devant un problème qui dépasse ses capacités. Elle a en face d'elle des masses qui veulent se débarrasser du régime bureaucratique et elle croit possible de tenir tête en faisant la part du feu, en décidant ceux qui ont droit aux « lumières » et ceux qui n'en sont pas dignes, ce qui peut être dit et ce qui ne doit pas être dit... La révolution antibureaucratique bousculera toutes ces prétentions.

### ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.  
— 1 an: 24 numéros .... 600 fr.  
— Sous pli fermé, respectivement ..... 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.

## LES STALINIENS A L'U.D.

Les militants de base de la CGT ont eu, à différentes reprises, l'occasion d'apprécier « les sorties » des dirigeants de l'Union des Syndicats de la Seine sur laquelle règnent les Krasucki et Hénaff.

La dernière en date, c'est l'édition de ce « fameux » tract sur la Hongrie que des dizaines d'entreprises ont refusé de distribuer.

Ce tract, rappelons-le, était de la même veine que celui du PCF : « Vérités sur la Hongrie ».

« C'est maladroit » ou « ce n'est pas opportun » ont dit les plus tendres de ces militants. « ILS ne tiennent pas compte de la situation réelle ».

Si les militants de base CGT ont pu jusqu'à présent, en grande partie, repousser l'alignement sur les positions de l'UD, la menace reste entière car cette dernière n'a pas renoncé. C'est ce qui apparaît à la lecture du bulletin d'informations hebdomadaires « Le Travailleur Parisien » qu'elle édite.

Jusqu'à présent, l'UD n'apportait que des « informations », « des aliments pour la discussion » tous parfaitement orientés du reste dans l'axe de déplacement des tanks russes.

Mais les « petits Kadar » qui trônent au Bureau de l'UD s'impatiente.

Il faut s'aligner. Les « bons » syndicats qui l'ont déjà fait, comme les « mauvais ». Et voilà les « Eléments de réflexion sur la Hongrie » :

*Les organisations (syndicats ou sections syndicales) qui se sont trouvées en état d'expliquer la nature des événements de Hongrie, de combattre résolument les mensonges et les falsifications de toutes sortes et qui ont pu faire appel au sens de classe des travailleurs et*

*les instruire, sont précisément celles qui ont le mieux résisté au déchaînement contre la CGT, qui maintiennent et consolident leurs positions dans les élections... A en croire les élections professionnelles, chez les mineurs de Lorraine par exemple, on n'en est plus aussi sûr.*

*Et l'UD fait pression : « ...Les organisations sur qui pèse le plus la pression adverse et qui, n'ayant pas su ou pas pu se mettre en situation de combattre sur ce point, ont dû adopter le silence, connaissent quelques difficultés et sont plus vulnérables... »*

*Ainsi l'affaire est retournée. Les reculs de la CGT aux élections professionnelles dont il est fait mention, quand même, dans la presse syndicale ne sont pas dû à la position du PCF dont la CGT subit le contre-coup mais à ceux qui ne les ont pas repris suffisamment ou assez tôt. Mais au fait, si l'UD ne tient pas suffisamment compte de la situation réelle, comme le pensent les militants d'usines, de quoi tient-elle donc compte? Ou à quoi sert-elle?*

Depuis que la *particularisation* et la *décentralisation* qui correspondent chez les « grands » dirigeants, à une orientation de « démobilité ouvrière » sont à la mode, la *coordination inter-corporative* que représente l'union des syndicats n'a plus aucun objet.

L'UD a de plus en plus tendance à devenir un organisme de coordination bureaucratique ne répercutant plus les aspirations ouvrières que les syndicats à la base ne peuvent, eux, totalement négliger. Encore quelques « affaires de Hongrie » et la courroie de transmission Sommet-Base pourrait bien changer de sens.

## Ramadier lâchera-t-il les 5 % ?

Le Ministre du Travail donnera-t-il son accord pour cette augmentation acceptée par les patrons des Employés de la S.S. sur le plan national?

Après l'accord des Commissions paritaires, il faut qu'une Commission interministérielle (décret Laniel), groupant des fonctionnaires des Ministères des Finances, du Travail et des Affaires Economiques, donne son avis, et ce n'est qu'ensuite que notre Ministre donnera son accord.

Cette Commission Interministérielle n'était pas pressée de donner son avis et de discuter de notre augmentation de salaire attendue pourtant depuis plus d'un an. C'est pour cette raison que des délégués du personnel des trois organisations syndicales ont apporté le vendredi 11 janvier aux Ministères intéressés les pétitions du personnel qui protestait.

La Presse a parlé de la manifestation de la délégation devant le Ministère des Finances. — Les cris de « Ramadier nos salaires » ont perturbé pendant plus d'une demi-heure les

abords du Pavillon du Louvre qui abrite ce Ministère.

La Commission a traité le problème l'après-midi même et a donné un avis favorable pour 3,5 % d'augmentation. Il se peut que le Ministre accorde 5 % ou 3,5 % ou un taux intermédiaire. Même l'accord des 5 % ne serait qu'une aumône en regard de ce que les employés réclament depuis plus d'un an.

Les conditions actuelles de la vie créent même dans ce secteur un climat de mécontentement assez sérieux.

Les organisations syndicales mettent une certaine répugnance à exploiter et à diriger ces sentiments pour une lutte revendicative sérieuse et touchant en particulier les problèmes de rendement et de productivité, problèmes qui doivent être liés aux problèmes des salaires.

La CGT serait plus disposée à agir, parce qu'elle est plus sensible aux réactions de la base. Mais elle s'aligne « par souci d'Unité » (toujours) sur la FO et CGT.

## Le débat sur l'unité (suite)

### IL N'EST PIRE SOURD...

Cette fois, c'est Krasucki, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, qui intervient dans le « débat sur l'Unité » du journal « Le Peuple » (n° 522, 15 janvier 1957). C'est une réponse à un article de Lebrun dont « La Vérité des Travailleurs » a déjà parlé (n° 54 de janvier 1957).

Il n'y a vraiment pas grand'chose à en dire. Démocratie syndicale? Droit de tendance? Programme de la CGT? Perspectives? L'Unité?

Qu'est tout cela? Tout va très bien, voyons. Lebrun ne tend qu'à « présenter négativement l'activité de la C.G.T. »

Pour Krasucki la chose est claire : « Mais l'orientation de la CGT, sa lutte pour l'unité, les initiatives qu'elle a prises depuis des années, notamment à son dernier Congrès et lors du CCN retentissant de Toulouse, toute son activité est une lutte conséquente et sans défaillance pour l'unité. »

A. Lebrun qui écrivait : « Il est temps, il est urgent de ramener les organisations syndicales à leur mission fondamentale de défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs... » Krasucki répond :

« La CGT et ses organisations n'ont pas besoin qu' « on les ramène à leur mission fondamentale » avec ou sans urgence pour cette simple raison qu'elles ne s'en sont jamais écartées. Toujours et en toutes circonstances, la CGT a assumé ses responsabilités et n'a jamais failli à sa mission de défense des revendications ouvrières. »

Nous ne savons pas, tant le langage de l'un et de l'autre est hermétique et trop général, de quoi ils parlent exactement. Au fond, l'un et l'autre ont entonné l'hymne du « Produire d'abord, revendiquer ensuite » et voté ensemble la résolution équivoque du dernier Congrès confédéral de la CGT.

Ne revenons pas non plus sur les raisons profondes des divergences qui les séparent sur la question du « programme économique » ou des « revendications immédiates » et dont nous avons parlé en son temps.

La Défense des Revendications ouvrières dont parlait l'un et l'autre, ce n'est pas seulement de les aligner sur un programme qu'il soit « économique » ou « immédiat » c'est aussi d'avoir une politique qui mobilise les ouvriers. S'il existe « un malaise » dans la classe ouvrière, si elle n'a jamais été autant divisée et que nous voulions en chercher l'origine, les causes, il faut pratiquer la démocratie syndicale et cette dernière comprend le droit à l'organisation des tendances. Celles-ci ne sont pas artificielles mais objectives. Elles appartiennent et à l'histoire et à la différenciation entre les différentes couches de la classe ouvrière. Puisque Lebrun a soulevé la question, que lui dit Krasucki (parlant des journaux bourgeois qui ont fait un « honneur » peu habituel à l'article de Lebrun) :

Aujourd'hui, ils spéculent sur les « difficultés » de la CGT, ils inventent des « tendances » qui n'existent pas, mais qu'ils voudraient bien voir organiser chez nous. Ils attribuent à Lebrun la direction d'une de ces tendances et du coup, en font le « combattant pour l'unité dans la CGT » alors que c'est toute la CGT qui lutte pour l'unité. On voit où ils veulent en venir. Mais l'article du camarade Lebrun ne risque-t-il pas de favoriser leurs spéculations? Voilà encore et toujours la « main » de la bourgeoisie. Krasucki prend infiniment moins de précaution que B. Frachon. Il est vrai que la tâche lui est facilitée par le fait que Lebrun est réformiste et qu'il est relativement facile de démontrer que « son » programme tourne le dos aux intérêts de classe des ouvriers.

Comment surmonter la division ouvrière?

Les obstacles à l'unité « ...viennent du fait que les dirigeants FO et CFTC se refusent à l'unité... » Quelle géniale découverte de Krasucki!

On pourrait encore épiloguer sur l'auto-satisfaction de Krasucki qui a décemment une vision particulière de la réalité : « Ce qui caractérise la situation, ce n'est pas le trouble dans la classe ouvrière, c'est que ce trouble se dissipe... », ou encore : « ...qu'elle (la classe ouvrière) se rend compte de la nécessité de l'unité ». Le contraire serait étonnant. Mais pour y arriver, on a enfin trouvé la recette : « Et elle s'imposera d'autant plus facilement que nous serons plus actifs et plus convaincant. »

Il faudra quand même que Krasucki trouve autre chose. Krasucki a intitulé son article : « Ecartons les vrais obstacles ». Retournons-lui le compliment. Qu'il disparaisse. DUPARC.

Il faut dire que la Direction actuelle, si l'on s'en réfère à la Région Parisienne est préoccupée par des problèmes d'organisation. Bien que des remaniements aient lieu à la tête du Bureau Parisien, les militants s'intéressent aux questions des luttes et à chaque réunion centrale formulent des critiques sévères et justifiées. C'est un phénomène encourageant, car il oblige toutes les sections à discuter et à avoir leur point de vue.

LA VERITE  
DES TRAVAILLEURS  
PERMANENCE  
64, rue de Richelieu  
PARIS (2<sup>e</sup>)  
RIC. 03-52 et la suite  
Métro: Bourse  
Semaine, de 17 h. à 19 h.  
le samedi, tout l'après-midi

## LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

(Suite de la première page)

*pouvait être abrégée et peut l'être encore, même si les conditions immédiates paraissent moins favorables qu'il y a un an.*

*La défaillance du prolétariat français dont la responsabilité incombe aux directions des partis ouvriers qui ont tout fait pour l'empêcher de combattre ne pouvait manquer d'être ressentie amèrement par les militants algériens. Aussi ne doit-on pas s'étonner à la lecture de la lettre suivante d'un groupe d'étudiants algériens que vient de publier « France-Observateur » :*

C'est maintenant au tour de Pierre Hervé de proclamer que l'insurrection algérienne est l'œuvre de Nasser et du Caire...

... La question qu'il faut soulever aujourd'hui n'est pas de savoir avec qui il faut négocier, avec ou sans exclusive, mais de savoir si l'on approuve et si l'on est prêt à appuyer le mouvement des Algériens vers leur indépendance nationale.

La variété des comportements et des expressions qui se manifestent dans la gauche française sur cette question est inquiétante. Elle démontre que la conscience de toute la gauche française n'est pas claire quant à savoir si l'Algérie doit ou ne doit pas avoir son indépendance. Depuis la position « véritable Union française » jusqu'à la position « pacification », en passant par les « négociations sans préalable », il y a une attitude que l'on ne trouve pas aussi clairement qu'il le faudrait : l'Algérie a-t-elle droit, oui ou non, à son indépendance? En dehors de cela, il n'y a pas de problème.

Quant à nous, Algériens, nous croyons que les démocrates français ne sont pas encore parvenus à concevoir sainement la chose, et c'est avec beaucoup d'amertume que nous nous sommes rendus compte de la limite au delà de laquelle nous ne pouvions plus compter sur leur aide.

*Cette lettre est très importante; elle est aussi très émouvante. Elle pose très clairement la question. Il y a beaucoup de gens et d'organisations qui brodent autour de la question algérienne toutes sortes de thèmes plus ou moins généreux. Chacun a sa recette plus ou moins ingénieuse pour arranger les choses à l'amiable. Mais aucun, nous disons bien aucun, en dehors des trotskystes, n'accorde son appui total, inconditionnel, sans restrictions et sans réserves au combat du peuple algérien qui lutte pour son indépendance. Aucune organisation, aucun parti en dehors des trotskystes n'est pour l'indépendance tout court. On veut bien en admettre le principe à la rigueur, à la condition que les Algériens acceptent de n'en pas faire usage.*

C'est le raisonnement de Maurice Thorez qui aime répéter la formule sur « le droit au divorce qui n'est pas l'obligation de divorcer ». Thorez n'en laisse pas le soin d'en décider au peuple algérien, il tranche à sa place et choisit pour lui « l'Union française ».

Il est vrai que Léon Feix a mis cette formule en sommeil, mais il conserve l'idée néo-colonialiste absurde qu'elle recouvre : « des accords nouveaux » entre l'impérialisme français et l'Algérie « sur la base de l'amitié, de l'égalité et du libre consentement ». Si de tels liens sont possibles en régime capitaliste on se demande quelle est la raison d'être du socialisme. Il est vrai aussi que Léon Feix vient de substituer « à la reconnaissance du fait national algérien », « le droit à l'indépendance ». Là encore le progrès est mince car il ne s'agit encore que d'un droit général assorti de toutes sortes de restrictions. Il y a une marge notable jusqu'à l'indépendance tout court que le PCF se garde bien de franchir.

Cette question de l'objectif de fond explique sans doute pourquoi le PCF n'a pas engagé les masses ouvrières dans la bataille aux côtés de la révolution algérienne, a tout fait pour empêcher cette bataille. Pour détourner les travailleurs de cette lutte, le PCF s'est bien gardé de montrer aux travailleurs qu'il s'agit d'une authentique révolution qui, par les forces mises en mouvement, touche aux fondements de la société.

Il a toujours eu pour souci de tendre à un compromis qui sacrifie les intérêts de la révolution algérienne, compromis qui « aurait les plus heureuses conséquences pour NOTRE INDUSTRIE », pour reprendre les paroles de Feix.

Faut-il s'étonner si partant de conceptions aussi éloignées, aussi étrangères au léninisme, le PCF ne réussit pas à faire reprendre une certaine agitation sur la guerre d'Algérie qui lui paraît soudain souhaitable? Les jeunes qui voulaient des directives au mois de mai pour engager la lutte et la généraliser ne sont pas prêts à démarrer aujourd'hui à l'heure choisie à contre-temps par les bureaucrates. Il faut néanmoins secouer l'apathie qu'engendre la politique des directions ouvrières.

A l'heure où les travailleurs algériens entrent dans la lutte, ils ne doivent pas se sentir isolés dans les usines et les quartiers ouvriers. Des mouvements de solidarité, des débrayages doivent être organisés. Il faut protéger les travailleurs algériens contre la répression patronale et policière, les soutenir avec la dernière énergie par des manifestations et des grèves.

L'alliance avec le peuple algérien doit se ressouder. En combattant pour sa révolution ce peuple combat aussi pour nous. La révolution algérienne doit être victorieuse.

## Chou-En-Lai à l'aide du Kremlin

Suite de la première page

ments qui montrent à la fois que la situation est loin d'y être stabilisée et que le gouvernement Kadar exploite le recul de la révolution pour prendre des mesures réactionnaires. Décrets rigoureux contre ceux qui pousseraient aux grèves. Dissolution des organisations d'intellectuels et de journalistes qui avaient pris le parti du peuple hongrois et qui continuaient à opposer une résistance au « gouvernement Kadar », lequel ne parvient pas à obtenir le concours de membres d'autres partis. En même temps, on apprend que le nouveau parti fabriqué à la hâte pour remplacer celui dirigé par Rakosi-Georoe ne recrute pas dans la classe ouvrière; au contraire, les ouvriers des grandes usines s'opposent publiquement à ce parti et des incidents se sont encore récemment produits à Czepele.

A Varsovie et à Budapest, le chef du gouvernement chinois Chou En-Lai a séjourné au cours de ces mêmes journées. Il est resté quelque temps en Pologne, mais n'a fait qu'une courte visite en Hongrie, après que Kadar se soit rendu à la hâte à Moscou. Un communiqué a finalement été signé à Moscou entre Chinois et Soviétiques.

Quel lien y a-t-il entre tous ces événements?

La révolution polonaise et la révolution hongroise ont profondément ébranlé le Kremlin. La crise prenait une allure jusqu'alors inconnue. Tito faisait connaître l'existence de divergences dans la direction soviétique. Les Partis communistes se divisaient. Toutes les « démocraties populaires » étaient mises en mouvement. En URSS aussi l'émotion dans les masses et dans l'intelligentsia grandissait. Tout le régime stalinien était mis en question. Le régime stalinien, non les nouvelles formes sociales.

Le Kremlin fut pris de panique. Il recourut à la force brutale en Hongrie, s'inclina formellement devant le fait accompli en Pologne, modifia les plans économiques pour faire quelques concessions aux masses. Mais son autorité était fortement atteinte. Le rôle dirigeant du Kremlin était mis en cause. En termes staliniens et post-staliniens, il était porté atteinte à « l'internationalisme prolétarien », celui-ci consistant pour eux à s'aligner sur les positions du gouvernement soviétique.

Pour la première fois, le Kremlin fit appel au renfort, à l'aide des dirigeants chinois. Le voyage de Chou En-Lai servit à cet effet. Le chef du gouvernement chinois s'est conduit avec l'empirisme le plus complet, invoquant des principes dont il se moquait complètement. Il a donné au Kremlin son appui d'une manière toute bureaucratique, ne tenant nullement compte de l'opinion des masses: à Varsovie, il a parlé en faveur du rôle dirigeant des Russes en opposition aux sentiments populaires; à Budapest il s'est gardé d'aller dans une assemblée ouvrière: on eût probablement été moins poli qu'à Varsovie

Le Kremlin a appelé à l'aide la Chine où ni le développement économique ni le développement culturel ne posent encore avec tant d'acuité ces problèmes qui ont déclenché la révolution en Europe orientale. Chou En-Lai a rempli dans ce voyage une fonction tout à fait réactionnaire. Il a mis tout le poids de la Chine aux côtés du Kremlin, il a obtenu un recul — du moins verbal — de Gomulka, il a donné sa bénédiction à Kadar. Il n'y a pas de doute que, pour un certain temps, cette intervention aura des effets au profit de la bureaucratie et aux dépens de la révolution antibureaucratique.

Apparemment, l'unité du « camp socialiste » a été rétablie, les Yougoslaves sont isolés, et Krouchtchev dans l'euphorie d'une réception du Kremlin rend hommage à Staline, avec l'approbation de Chou En-Lai.

Verbalement Chou En-Lai a reconnu le rôle dirigeant du Kremlin, mais cela ne se trouve pas exprimé dans la déclaration finale sino-soviétique. Quelle valeur aurait pu avoir une telle affirmation quand chacun constate au contraire que ce sont les Chinois qui ont cette fois-ci joué un rôle d'arbitrage entre les dirigeants des partis et des pays, y compris ceux de l'URSS? Le voyage de Chou En-Lai était en soi la négation de la primauté du Kremlin.

Plus encore que ces nouveaux rapports qui s'élaboraient entre dirigeants, ce qui compte de plus en plus ce sont les forces des masses travailleuses qui ont ébranlé l'édifice stalinien. Le régime de terreur ne rend plus. Partout se font entendre des voix de « démagogues », qui exigent une véritable démocratisation, un régime qui rompe avec le « socialisme » de Staline, un régime qui soit le **RETOUR A LENINE.**

Il ne s'agit pas de phénomènes passagers. Dans le monde, le rapport des forces a tourné en faveur des masses travailleuses, surtout à la suite de la victoire de la Chine révolutionnaire. Washington le sait et il l'a encore montré tant à l'occasion des événements de Hongrie que des élections de Pologne; lui aussi voudrait, tout comme la bureaucratie soviétique, aboutir à un statu quo qui permettrait à chacun d'eux de vivre en paix. Mais il n'y a pas de statu quo possible. Les peuples coloniaux ne s'arrêteront pas avant de se libérer. Les peuples des Etats ouvriers, sentant le terrain solide sous leurs pieds, s'en prennent à une bureaucratie détestée, haïe. Ils s'épaulent les uns les autres, et ne tarderont pas à entraîner dans le mouvement les peuples des métropoles européennes.

La victoire de la Chine révolutionnaire a fait basculer le rapport des forces mondial; son gouvernement ne parviendra jamais à donner une stabilité à la bureaucratie moscovite. Avant peu, le voyage de Chou En-Lai ne sera plus qu'un épisode sans lendemain.

# Le candidat trotskyste P. Frank se désiste

## en faveur de **MONJAUVIS**

**AU SECOND TOUR**, tous les travailleurs feront bloc sur le candidat ouvrier le plus favorisé.  
*C'est la tradition, la règle de l'unité d'action que les trotskystes appliquent fidèlement.*

**CE N'EST PAS APPROUVER LA POLITIQUE STALINIENNE**, le vote des pouvoirs spéciaux en Algérie, la répression contre les Conseils ouvriers hongrois,

C'est opposer **CLASSE CONTRE CLASSE**, la masse unie des travailleurs aux candidats de la bourgeoisie, **TARDIEU** et l'aspirant fasciste **POUJADE** qui lance un défi aux travailleurs parisiens.

### **TRAVAILLEURS,**

*Le maintien de la candidature Osmin, c'est le prolongement de la politique Guy Mollet, fourrier de la réaction.*

*Déjouez les plans de la réaction qui spéculent sur les hésitations et les divisions ouvrières.*

Ne permettez pas au pitre apprenti fasciste **POUJADE** de venir vous provoquer dans vos quartiers.

## **Relevez le défi!**

## **VOTEZ EN MASSE VOTEZ MONJAUVIS**

Le Parti Communiste Internationaliste (Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale)